

Cote du document:	EB 2008/95/R.33/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11 d) iv)
Date:	17 décembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le

Programme de développement rural durable dans la région Nord

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Enrique Murguía

Chargé de programme de pays
Téléphone: +39 06 5459 2431
courriel: e.murguia@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du programme	iv
Résumé du financement	v
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

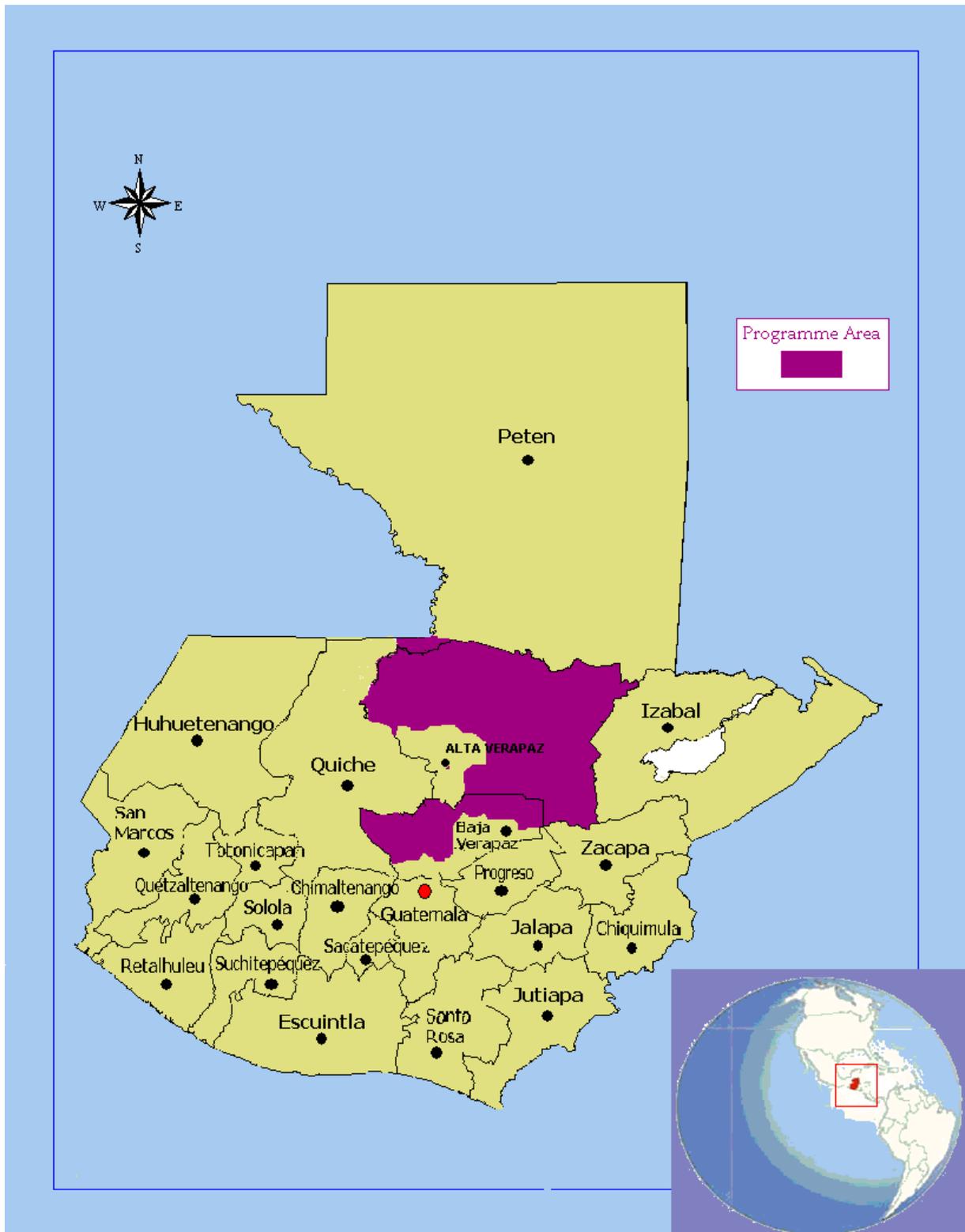
Sigles et acronymes

FONAPAZ	Fonds national pour la paix
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le programme de développement rural durable dans la région Nord, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Guatemala

Programme de développement rural durable dans la région Nord

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Guatemala
Organisme d'exécution:	Fonds national pour la paix
Coût total du programme:	40,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	300 000 DTS (équivalant approximativement à 450 000 USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinancier:	Fonds de l'OPEP pour le développement international
Montant du cofinancement:	15,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Identiques
Contribution de l'emprunteur:	4,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,7 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le Programme de développement rural durable dans la région Nord

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme étend la présence du FIDA dans le nord du Guatemala, où il s'articulera avec le programme national de développement rural. Il est centré sur l'accès aux marchés et sur les activités agricoles et non agricoles des petits paysans et des microentrepreneurs, et vise à accroître la production, l'emploi et les revenus en privilégiant les articulations avec le secteur privé, afin de garantir une production durable et de qualité, tout en offrant des possibilités de commercialisation/exportation et de développement technologique.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Guatemala un prêt d'un montant de 12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires et un don d'un montant de 300 000 DTS, (équivalant approximativement à 450 000 USD), pour contribuer au financement du programme de développement rural durable dans la région Nord. Ce prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Guatemala au titre du SAFP est de 18 463 062 USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009), compte tenu de résultats annuels en amélioration constante.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La dette extérieure du Guatemala étant gérée de façon rigoureuse, le pays est parfaitement en mesure d'absorber le prêt proposé et d'en assurer le service. De façon générale, la capacité du pays à assurer le service de la dette publique est jugée satisfaisante. Le Guatemala a bénéficié de sept prêts du FIDA, approuvés entre 1984 et 2004, pour un montant total de 70,0 millions de DTS (soit en moyenne 10,0 millions de DTS par prêt). Des deux prêts actuellement en vigueur, le plus récent (le programme national de développement rural: régions centrale et orientale), approuvé en décembre 2004, a été signé le 12 juin 2008 et soumis à l'Assemblée nationale pour ratification. Le bilan du pays en matière de remboursement est tout à fait satisfaisant.

Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt et du don du FIDA seront versés par l'intermédiaire du compte extérieur du Trésor public (*cuenta única*) sur deux comptes secondaires qui seront ouverts au nom de l'organisme d'exécution, le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), qui les transférera ensuite sur un compte de programme pour le financement des activités courantes, conformément au programme de travail et budget annuel.

Modalités de supervision

6. Le programme sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues pour renforcer les aspects du prêt du FIDA ayant trait à la gouvernance: i) renforcement des capacités de planification des municipalités; ii) réalisation d'un audit social par les conseils de développement des municipalités et des communautés; iii) programmation annuelle d'audits indépendants conformément aux directives du FIDA en la matière; iv) mise au point d'un manuel opérationnel cohérent pour l'allocation, dans des conditions concurrentielles, des fonds d'investissement commun destinés à la création d'entreprises, à la gestion des ressources naturelles et à l'innovation dans le domaine des services financiers ruraux; et v) renforcement de la présence du FIDA dans le pays.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le groupe cible se compose de paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou qui commencent à pratiquer une agriculture commerciale, de paysans sans terre/salariés agricoles, de microentrepreneurs agricoles et non agricoles, d'artisans traditionnels, de femmes et de jeunes ruraux. Parmi eux, on estime que 25 000 ménages environ bénéficieront directement du programme, tandis que 53 000 autres en retireront des avantages indirects, notamment grâce à la construction de routes rurales et d'infrastructures sociales.

Méthode de ciblage

10. Afin de répondre aux besoins particuliers des groupes cibles et des populations autochtones, conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme intensifiera les actions de développement dans un certain nombre de municipalités et de communautés prioritaires ne bénéficiant à l'heure actuelle d'aucun projet de développement (stratégie d'insertion), et il complétera les activités entreprises dans les zones où les autres programmes du FIDA en cours d'exécution sont le plus avancés, dans le cadre d'une stratégie de soutien aux entreprises et d'accès aux marchés (modernisation rurale). Sur le plan social, le ciblage du programme prévoit: i) la participation des conseils de développement des municipalités et des communautés au choix des domaines d'intervention et des groupes sociaux prioritaires; ii) la participation active des bénéficiaires aux décisions relatives au programme; et iii) la possibilité d'accéder au programme par l'intermédiaire des organisations économiques.

Participation

11. Les bénéficiaires seront associés au diagnostic participatif et à la planification stratégique au niveau des communautés, des municipalités et des départements, le but étant de renforcer le pouvoir de négociation des populations et des associations d'intérêt économique vis-à-vis des autorités. Des mécanismes de retour d'information seront mis en place à l'intention des groupes cibles, et ceux-ci seront représentés au sein des conseils de développement et des organes de suivi-évaluation du projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le programme s'articule autour de quatre grands axes: i) transformer les activités agricoles et non agricoles de subsistance en activités commerciales rentables et en microentreprises ayant accès au marché local et aux marchés extérieurs, à une assistance économique et technique spécialisée, à des fonds d'investissement commun et à des services financiers compétitifs; ii) mettre en valeur les ressources humaines et le capital social en renforçant les capacités d'organisation, de gestion et

de décision des communautés rurales et autochtones, des associations de producteurs et des conseils de développement; iii) développer les infrastructures économiques et sociales, notamment les routes rurales; et iv) encourager la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans le contexte d'une planification sectorielle renforcée et d'un effort de développement coordonné au niveau des municipalités et des départements.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Sur le plan national, les investissements proposés ont pour but de faciliter la mise en œuvre et la coordination des programmes de développement rural ainsi que l'harmonisation des stratégies de lutte contre la pauvreté. Le programme prévoit pour cela: i) l'extension et la consolidation du programme national de développement rural; ii) la réactivation des tables rondes dévolues à la concertation au niveau national, départemental et municipal; et iii) la consolidation des alliances stratégiques clés avec les organisations internationales de développement, les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Conformément au programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays pour la période 2008-2012 et au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, le programme favorisera notamment l'accès des groupes cibles: i) aux marchés national et régional dans le contexte de la libéralisation des échanges et des perspectives/risques qui l'accompagnent; ii) à l'emploi, aux services financiers ruraux et aux mécanismes de création d'activités et d'entreprises en milieu rural; iii) aux routes rurales et aux infrastructures sociales; et iv) aux techniques de production agricole durable.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le développement rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté font partie des priorités énoncées dans le plan national de développement 2008-2011. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont aussi au cœur des préoccupations, en particulier: i) l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté dans les zones rurales et les communautés autochtones; ii) le développement d'un secteur agricole rentable, compétitif, diversifié et tourné vers l'exportation; et iii) la remise en état des ressources naturelles et la réduction de la vulnérabilité du pays en cas de catastrophes naturelles.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. La stratégie globale d'intervention du FIDA au Guatemala repose sur la mise en place de partenariats avec le secteur privé et d'autres parties prenantes, le cofinancement et la coopération avec les donateurs et le respect des principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le programme proposé correspond parfaitement aux priorités que le gouvernement assigne à la coopération internationale en ce qui concerne le développement rural, la sécurité alimentaire, la parité entre les sexes, l'équité interculturelle et la gestion de l'environnement. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est un partenaire qui a déjà cofinancé à plusieurs reprises les interventions du FIDA au Guatemala. Celles-ci devraient être complétées par un programme d'administration foncière mis en œuvre par la Banque mondiale dans le nord du pays. On attend beaucoup par ailleurs de l'expérience acquise dans le cadre du programme de développement économique rural (Banque mondiale/Banque interaméricaine de développement) et du partenariat entre l'Agence danoise de développement international, l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Association des exportateurs guatémaltèques et le FIDA, en ce qui concerne le rôle que peut jouer le secteur privé pour faciliter l'accès aux marchés et les initiatives économiques rurales. De même, il existe des possibilités de collaboration et de mise en commun des expériences avec l'Agence espagnole de coopération internationale, l'Union européenne et l'Agence

allemande de coopération technique, autour des questions de développement local et de gestion municipale.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comprend cinq composantes: i) mise en valeur du capital humain et social (16% du coût de base); ii) production durable et gestion des ressources naturelles (12%); iii) accès aux marchés et création d'entreprises rurales (35%); iv) routes rurales (28%); et v) coordination du programme et renforcement institutionnel (9%).

Catégories de dépenses

18. Il y a sept catégories de dépenses: i) infrastructures (33% du coût de base); ii) véhicules et équipements (2%); iii) formation et diffusion d'informations (11%); iv) contrats de services (6%); v) fonds d'investissement commun (34%); vi) salaires (11%); et vii) coûts d'exploitation (3%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les principaux partenaires d'exécution sont les municipalités qui participent à la planification locale/territoriale et à la promotion du développement, les organisations sociales et économiques de la population cible, notamment celles qui proposent des services techniques sur le terrain, les conseils de développement des communautés, des municipalités et des départements, où les groupes cibles sont directement représentés, les institutions de microfinance rurale, les autorités coutumières et les organisations paysannes des communautés autochtones, et les entités du secteur privé et les ONG participant à des activités spécifiques comme la promotion des exportations et l'éducation en matière d'environnement.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'exécution du programme sera confiée à une unité de coordination placée sous la responsabilité du FONAPAZ, un organe rattaché à la présidence ayant pour mission de promouvoir le développement, qui définira les grandes lignes de la stratégie et de sa mise en œuvre. La responsabilité de l'exécution sera partagée avec d'autres entités et prestataires de services, notamment de services techniques.

Rôle de l'assistance technique

21. La valorisation du capital humain et social occupe une place centrale dans le programme. L'objectif est de faire en sorte que les bénéficiaires puissent acquérir les capacités requises, sur le plan de l'organisation et de l'exécution, pour tirer pleinement profit des ressources et des possibilités offertes par le programme, selon une logique d'apprentissage par la pratique. Un soutien technique est prévu pour faciliter cette démarche.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Outre l'accord de financement, le programme sera régi par les instruments juridiques suivants: i) règlements des fonds d'investissement commun pour l'accès aux marchés, la gestion des ressources naturelles et l'innovation dans le domaine des services financiers ruraux; ii) conventions d'exécution avec les entités privées chargées de la promotion des exportations et de la création/accompagnement des entreprises rurales; et iii) accords de collaboration avec les conseils de développement et les municipalités.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 40,4 millions d'USD sur une période de six ans. Il sera financé par le FIDA (45%), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (37%), le gouvernement (11%) et les bénéficiaires (7%). Le FIDA fera un prêt d'environ 18,0 millions d'USD et accordera un don d'environ 450 000 USD, et le Fonds de l'OPEP fera un prêt de 15,0 millions d'USD, tandis que le

gouvernement apportera 4,3 millions d'USD et les bénéficiaires environ 2,7 millions d'USD, à travers leurs projets de production et la consolidation de leurs entreprises.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Les principaux avantages sont les suivants: i) transformation des activités de subsistance existantes en activités commerciales durables exercées dans le cadre d'entreprises ayant accès aux marchés, aux sources d'investissement et à l'assistance technique; ii) amélioration de l'emploi, des revenus et de la sécurité alimentaire; iii) atténuation de la dégradation des sols et réduction de la vulnérabilité de l'environnement en cas de catastrophes naturelles; iv) développement des infrastructures sociales et du réseau de routes rurales; et v) renforcement de la planification et de la coordination sectorielle, et élargissement de la concertation nationale sur les politiques à suivre.

Viabilité économique et financière

25. La majeure partie des ressources seront investies dans les projets de production, la remise en état de parcelles, les entreprises rurales et la formation, c'est-à-dire dans des activités dont bénéficieront directement les groupes cibles. Une analyse systématique tenant compte de l'insertion des unités de production et des microentreprises dans les chaînes de valeur (avec et sans investissements) montre que les investissements dans ces activités génératrices de revenus sont rentables: leur valeur actualisée nette est globalement positive et le projet a un taux de rendement interne de 25,5%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le programme prévoit diverses mesures pour diffuser et exploiter l'ensemble des connaissances et des données d'expérience qui résulteront de son exécution. Les matériels et modules de formation, de communication et de suivi-évaluation seront proposés sur des supports imprimés et numériques, et diffusés en ligne sur l'Internet, en espagnol et dans les langues autochtones selon les publics visés. Il est également prévu d'effectuer une enquête initiale et des études de cas, et d'établir des liens institutionnels avec les autres projets du FIDA et les programmes régionaux en cours dans le pays. On encouragera la mise en commun des expériences en ce qui concerne l'accès aux marchés et la création de microentreprises, ainsi que le recours à l'Internet et à la téléphonie mobile pour le suivi des prix et des marchés et les services financiers ruraux.

Innovations en matière de développement

27. Le programme apportera les innovations suivantes: i) une double stratégie visant à la fois l'insertion dans le développement et la modernisation des campagnes, moyennant des interventions adaptées au niveau de développement des diverses communautés et régions; ii) une démarche qui privilégie l'accès aux marchés et la création d'entreprises rurales; iii) le renforcement des alliances stratégiques avec des entités socialement responsables du secteur privé; et iv) la promotion des associations rurales et autochtones pour l'entreprenariat.

Approche d'élargissement

28. La double stratégie du programme et ses modalités d'intervention novatrices répondent aux contraintes qui pèsent généralement sur le développement dans d'autres régions du pays. Les connaissances qu'elles permettront d'acquérir en cours d'exécution, à travers les partenariats privés qui seront mis en place pour l'accès aux marchés, permettront d'envisager la transposition des interventions, à plus grande échelle, non seulement à l'intérieur du Guatemala, mais aussi dans d'autres pays de la sous-région centraméricaine, dans un esprit de coopération Sud-Sud.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le principal risque auquel le programme est confronté tient au délai à prévoir pour la ratification de l'accord de prêt par l'Assemblée nationale, sachant que la lenteur de ce processus a déjà empêché l'entrée en vigueur de certains programmes dans le passé. Pour parer à cette éventualité, il est prévu d'intervenir régulièrement auprès des principaux responsables politiques et des organes de décision afin de leur rappeler les objectifs et le contenu du programme.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. La viabilité du programme sur le long terme, de ses réalisations et des services qu'il mettra en place dépend essentiellement des facteurs suivants: i) la capacité des bénéficiaires, au travers de leurs organisations et associations économiques, de gérer leurs propres projets et d'entretenir des liens solides avec les marchés et avec leurs interlocuteurs dans le secteur public et dans le secteur privé; ii) l'inscription dans un cadre institutionnel du processus de planification municipale participative; et iii) le renforcement des institutions et l'articulation avec le programme national de développement rural.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Guatemala et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
33. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS) venant à échéance le 15 février 2027 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent mille droits de tirage spéciaux (300 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié

(Négociations conclues le 24 novembre 2008)

Mesures de lutte phytosanitaire

1. Le Gouvernement de la République du Guatemala (le Gouvernement) se conforme au Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, y compris ses avenants, et s'assure qu'aucun des pesticides fournis dans le cadre du programme ne figure parmi ceux classés comme "très dangereux" ou "extrêmement dangereux" par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Assurance du personnel du programme

2. Le Gouvernement assure le personnel du programme contre les risques de maladie et d'accident conformément aux bonnes pratiques commerciales.

Fraude et corruption

3. Le Gouvernement porte dans les plus brefs délais à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du programme, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

Protection des ressources

4. Le Gouvernement prend toutes les mesures raisonnables pour assurer le respect des lois en vigueur concernant la protection de l'eau, des forêts et des ressources de la faune sauvage dans la zone du programme. Il prend également toutes les mesures en son pouvoir pour assurer la durabilité du programme sans porter préjudice à l'environnement.

Parité hommes-femmes

5. Le Gouvernement fait en sorte que toutes les activités du programme tiennent compte de la problématique hommes-femmes.

Fonds de contrepartie

6. Les fonds de contrepartie du Gouvernement financeront tous les frais encourus en application de la législation nationale ainsi que l'ensemble des taxes et droits applicables à l'importation de biens, aux travaux publics et aux services requis dans le cadre du programme.

Peuples autochtones

7. Le Gouvernement s'engage à associer les peuples autochtones à toutes les activités du programme, à s'assurer qu'ils en bénéficient pleinement et à veiller au respect de leurs intérêts au cours de l'exécution et, à cette fin, fera en sorte que:
 - a) les droits individuels et collectifs des peuples autochtones bénéficiaires du programme soient dûment respectés;
 - b) les communautés de peuples autochtones bénéficiaires du programme participent à la concertation et à la gouvernance locale; et
 - c) le programme n'entraîne pas d'usurpation des territoires traditionnels utilisés ou occupés par les peuples autochtones.

Suspension

8. Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt et du compte de don si l'un des faits suivants se produit:
 - a) le FIDA considère que les avantages matériels du programme ne bénéficient pas suffisamment au groupe cible;
 - b) le droit du Gouvernement de retirer des fonds du prêt et du don a été suspendu, annulé ou abrogé, en tout ou en partie; ou le prêt est devenu exigible et remboursable avant l'échéance convenue; ou il s'est produit un

événement qui, par préavis ou caducité, est susceptible d'avoir des effets identiques à ceux susmentionnés;

- c) le manuel d'exécution du programme a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que cette dérogation, suspension, abrogation, cet amendement ou cette modification a eu ou risque d'avoir un effet préjudiciable important sur le programme;
- d) les achats ne sont pas effectués et les marchés ne sont pas passés conformément à l'accord de financement; et
- e) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le programme ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune mesure appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA.

Le FIDA suspend, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt et du compte de don si le rapport (ou les rapports) d'audit n'aura (n'auront) pas été dûment communiqué(s) dans un délai de six (6) mois à compter de la date fixée à cet effet.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

9. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de financement du programme:
- a) le coordonnateur du programme a été sélectionné avec l'agrément préalable du FIDA;
 - b) le Gouvernement a dûment distingué, dans le compte unique, les comptes secondaires pour le prêt et pour le don;
 - c) l'accord de financement a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
 - d) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Procureur général de la République ou toute autre autorité compétente sur le territoire, acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA.

Key reference documents

Country reference documents

Plan de Gobierno, Plan de la Esperanza 2008-2011, Guatemala 2008

Hacia el Cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo del Milenio en Guatemala, II Informe de Avances, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia, Guatemala, marzo de 2006

Vulnerabilidad de los Municipios y Calidad de Vida de sus Habitantes, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia, Guatemala, junio de 2008

Encuesta Nacional de Condiciones de Vida (ENCOVI), 2006, Instituto Nacional de Estadística

Informe Nacional de Desarrollo Humano 2005 – Guatemala: Diversidad Étnico-Cultural, Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo

IFAD reference documents

Programme design document (PDD) and key files

Country Strategic Opportunities Programme

IFAD – Rural Finance Policy

IFAD – Rural Microenterprise Policy

IFAD – Targeting Policy

IFAD – Innovation Policy

Logical framework

OBJECTIVE HIERARCHY	KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS	MONITORING MECHANISMS AND INFORMATION SOURCES	ASSUMPTIONS/ (RISKS)
<p>GOAL Poverty and exclusion among the poor rural and indigenous families and communities of Guatemala's Northern Region, are significantly reduced (Departments of Alta and Baja Verapaz, and the municipality of Ixcán, Department of Quiché)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator). Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator). Human Development Index by municipality and department. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, midterm and completion surveys. Guatemala's Human Development Report (UNDP). 	
<p>PROJECT PURPOSE (Six-year investment) The rural poor in the Northern Region increase their incomes and employment through better linkage to production chains and greater markets access.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 150 rural microenterprises (cooperatives, producer associations, other organised enterprises, agricultural and otherwise), access local, national and/ or external markets; 1 000 new jobs (80% for rural/ indigenous youth), created through newly established, expanded and consolidated rural business and microenterprises. 25 000 direct beneficiary families take part of project's integral development processes and investments – including at least 30% women; 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS impact survey implemented at 1st year, before mid-term and before programme completion Mid-term and final evaluations Regular M&E reports 	<p>The Governments agenda for rural development/ poverty reductions maintains its stated high priority.</p>
<p>Output 1: The local organizational and development promotion capacities as well as the planning competency at municipal level are all strengthened, triggering-off an integral community-centred and self-managed development process aimed both at inclusive development and rural modernization.</p>	<p>COMPONENT: HUMAN AND SOCIAL CAPITAL DEVELOPMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 000 women (600 heads of household) improve significantly their living conditions; 100 COCODEs, 19 COMUDEs y 50 Elders' Councils improve their capacity to promote community development and access to government and other funds; 300 male youth and 250 rural women, trained to access the labour market. 2 000 rural women reduce their daily household work load; 250 rural women increase their participation in social representation functions/ responsibilities. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of COCODEs/ other organizations 	<p>The resources allocated to the development-triggering investments generate concurrent action by public and private entities operating in the programme area.</p>
<p>Output 2: Sustainable Production Support The sustainable and competitive production capacities of family production units and producer organizations are effectively supported and enhanced.</p> <p>Output 3: Natural Resources Management The beneficiary rural/ indigenous populations take on improved sustainable production and rehabilitation technologies, contributing to reverse deforestation, soil erosion and overall natural resource degradation at farm and municipal levels</p>	<p>COMPONENT: SUSTAINABLE PRODUCTION AND NATURAL RESOURCES MANAGEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> 200 Community promoters/demonstrators, trained to disseminate sustainable production practices; 100 producers (50% women), induced to initiate business plans with market orientation; 200 hectares of family micro-plots and household gardens, supported to increase/diversify production for increased household consumption and local markets. 4 500 clients-beneficiaries (women and men) apply improved natural resources rehabilitation/ conservation practices at farm level; 100 forestry production committees promote reforestation activities and agroforestry systems ; 200 soil conservation promoters (10% women, trained to disseminate these practices at local, community level; 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>Prolonged adverse climatic conditions, i.e., erratic and/ or extended dry season do not harm extensively project results</p> <p>External market conditions foster growth of regional agricultural production</p>
<p>Output 4: Market Access The rural businesses and microenterprises supported by the Programme, establish effective linkages to production/ value chains and competitively access local and external markets.</p>	<p>COMPONENT: ACCESS TO MARKETS AND RURAL BUSINESS DEVELOPMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> At least 50 rural businesses (individual or family initiatives), accessing relevant markets with enhanced quality products; 150 rural microenterprises (cooperatives, producer associations, other organised enterprises, agricultural and otherwise), access local, national and/ or external markets; 100 rural businesses and enterprises apply modern tools to research and monitor market prices/ trends. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>Comparative advantage for export products, maintained.</p>
<p>Output 5: Rural Business and Microenterprise Development Organized producers and rural entrepreneurs develop and strengthen their entrepreneurial and commercial capacities, establishing and modernizing competitive rural businesses and microenterprises (agricultural and otherwise) from a value chain perspective.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 100 rural businesses and enterprises (at least 20% women-run) modernize their organization/ corporate structure through enhanced business plans; 50 rural microenterprises, legally constituted and financially consolidated; 1 000 new jobs (80% for rural/ indigenous youth), created through newly established, expanded and consolidated rural business and microenterprises. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>Comparative advantage for export products, maintained.</p>
<p>Output 6: Rural Financial Services Access to credit and financial services by programme beneficiaries is facilitated for production, transformation, commercialization and export</p>	<ul style="list-style-type: none"> 4 000 clients-beneficiaries (40% women and 10% rural youth) gain access to savings, credit and other services under the Programme; 9 financial-service centres, active from at least five different rural financial service providers; 100 rural businesses/ microenterprises, supported through credit and/ or any other suitable financial service. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>The country's legal framework, favourable to the establishment/ consolidation of rural microfinancing systems.</p>
<p>Output 7: Market access and social and economic integration of rural and indigenous beneficiaries, enhanced through expanded rural roads and community social infrastructure.</p>	<p>COMPONENT: RURAL ROADS AND SOCIAL INFRASTRUCTURE</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 km of rural roads, built in Programme's strategic zones; 100 km of rural roads rehabilitated in Programme's strategic zones; 1 000 households access water through construction of water harvesting and storage devices; 1 000 households improve living and health conditions through firewood-saving stoves; 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>Incentive system established for municipalities and rural/ indigenous communities' participation in rural roads programme.</p>
<p>Output 8: The planning and rural development promotion capacities at municipal and departmental levels are strengthened and consolidated.</p>	<p>COMPONENT: PROGRAMME MANAGEMENT AND INSTITUTIONAL STRENGTHENING</p> <ul style="list-style-type: none"> 19 municipalities enhance their rural development planning, monitoring and evaluation capacities; The interinstitutional rural development round table, established and functioning. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular M&E reports Mid-term and final evaluations Social audit reports Minutes of rural development round table meetings 	<p>Incentive system established for concurrent action by public, private and civil society entities operating in the programme area.</p>

